

Société de développement du Canada, pour résoudre certains problèmes auxquels les Canadiens font face à l'heure actuelle.

J'aimerais traiter des répercussions du budget sur l'industrie du bâtiment et surtout des problèmes auxquels le Canada est en butte actuellement en ce qui concerne l'habitation. Ce faisant, monsieur l'Orateur, je vous prierais de noter que l'idée dominante du message du ministre des Finances (M. Sharp) est une réduction plutôt qu'un stimulant de l'augmentation des dépenses. Il vise à un rythme constant et soutenu de croissance. Il nous avertit que si nous ne freinons pas d'une façon ou d'une autre l'augmentation de nos dépenses globales, la première sanction qu'il nous faudra subir sera une poussée inflationniste des prix. Le ministre a dit dans son exposé budgétaire du 29 mars, comme en fait foi la page 3379:

En pratique, on ne peut éviter ce danger en cherchant à réglementer les prix et les salaires au sein de notre société. Nous devons nous attaquer au problème fondamental qui est un excédent du pouvoir d'achat par rapport aux disponibilités nécessaires pour répondre à la demande. Cet excédent provoque la hausse des prix, des frais et des profits, et est préjudiciable à ceux qui, dans notre société, sont économiquement faibles et dont le pouvoir de marchander est négligeable.

La plupart des mesures proposées par le ministre des Finances indiquent que, selon lui, les difficultés tiennent à la demande. Ainsi donc, le remède serait d'enlever de l'argent aux secteurs financiers et aux citoyens qui ont un pouvoir d'achat discrétionnaire. La demande en biens d'équipement, comme les machines et les nouveaux immeubles, et en biens de consommation s'en trouverait réduite. C'est une façon assez étrange de s'occuper d'une économie où un des problèmes les plus évidents est la grave pénurie d'argent chez beaucoup de Canadiens.

Quand on se rappelle qu'il y a 350,000 chômeurs au Canada et que, d'après le recensement de 1961, 23 p. 100 des familles canadiennes ont un revenu annuel inférieur à \$3,000 et que 700,000 Canadiens ont un revenu annuel inférieur à \$1,500, autrement dit que 25 p. 100 ou environ 4 millions de Canadiens vivent en dessous du niveau de subsistance, on se demande où se trouve l'excédent d'argent. Toutefois, le gouvernement est déterminé à pratiquer la modération dans beaucoup de secteurs et, parmi ses mesures de restriction, il a promis de réduire d'environ 10 p. 100 son propre programme de construction et a demandé aussi aux provinces et aux municipalités de réexaminer sérieusement leurs projets. Quelles sont les conséquences de cette mesure?

Au cours des deux dernières années, l'industrie du bâtiment a progressé à un rythme

considérable, les investissements ont été élevés dans tous les secteurs: maisons, immeubles à appartements, écoles, centres de loisirs, usines et immeubles à bureaux. Les prévisions pour l'année prochaine indiquent que l'essor est censé se poursuivre. A ces programmes normaux, s'ajoutent les nombreux projets entrepris dans le cadres des fêtes du centenaire et de l'Expo '67. Rien d'étonnant que cet essor ait donné lieu à une hausse sensible du coût de la construction et que des mesures de redressement s'imposent. Cependant, c'est la méthode choisie par le gouvernement que conteste le Nouveau parti démocratique.

La principale diminution de 10 p. 100 dans les projets de construction du gouvernement fédéral se situe dans le secteur public. Dans le secteur privé des placements, le gouvernement a pris certaines mesures pour ralentir l'expansion, mais les investissements publics et sociaux sont beaucoup plus rapidement réduits que les investissements privés. Le gouvernement semble donner une priorité plus élevée à la production de capitaux privés qu'aux logements publics. Bien que notre économie ait besoin de placements et privés et d'équipement social, le second exposé annuel du Conseil économique du Canada prouve qu'à la longue l'équipement social dans de nombreux domaines suscitent une plus grande productivité de l'économie que ne le font les placements privés. Le problème le plus critique de notre économie est celui de la productivité, dont la lente croissance est l'une des principales causes de l'augmentation générale des prix.

On peut accroître la productivité en améliorant l'éducation, en s'appliquant par la recherche fondamentale à mettre au point de nouveaux procédés. Le gouvernement devrait réfléchir sérieusement à ses priorités dans ce domaine.

• (12.20 p.m.)

Le gouvernement devrait s'assurer que les véritables besoins de capital social dans notre pays ne soient pas sacrifiés à des avantages et à des bénéfices privés éphémères. Malheureusement, l'exposé budgétaire propose de réduire la construction du gouvernement fédéral de 10 p. 100, bien que la réduction prévue pour la construction dans le secteur privé selon les propositions budgétaires ne sera que de 3 à 4 p. 100.

Quelle est la situation de l'habitation de nos jours? Le ministre de l'Agriculture (M. Nicholson), de qui relève l'habitation, a déclaré à Toronto en décembre 1964:

Malgré toutes les belles paroles au sujet de nos intentions, malgré tous nos efforts, environ 100,000 familles canadiennes vivent chaque instant de leur vie dans des conditions d'habitation qui sont vraiment épouvantables—c'est une honte pour les col-